

Question orale de Caroline Cassart, Députée, à Willy Borsus, Vice-Président et Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences, concernant

**Le suivi de la mission économique en Chine
sur le secteur agricole**

Monsieur le Ministre,

La mission économique en Chine, d'une ampleur inédite, a vu plus de 300 entreprises et organisations belges au pays de l'Empire du Milieu, dont 80 pour la Wallonie. Cette très importante mission multisectorielle concernait un très grand nombre de domaines de l'activité économique, commerciale, agricole, agroalimentaire, mais aussi la recherche, l'innovation, le commerce électronique, le pharma, les biotechnologies, la logistique, etc. L'objectif étant de conclure de nouveaux contrats ou, à tout le moins, nouer de précieux contacts.

Monsieur le Ministre, j'ai envie de revenir vers vous concernant le secteur agricole. Lors d'une précédente commission, vous avez indiqué que *"pour ce qui est de la viande bovine, les messages qui nous ont été transmis sont de nature positive. Une mission d'inspection économique avait été menée en Belgique en août 2018, dont les résultats devaient encore nous être communiqués [...] Nous avons obtenu l'information que le dossier pourrait évoluer rapidement"*. Enfin, vous avez conclu en indiquant *"espérer ouvrir au-delà de nos frontières des perspectives de commercialisation intéressantes"*.

Monsieur le Ministre, pouvez-vous faire le point dans ce dossier? Les messages positifs se concrétiseront-ils à court ou moyen terme? Quel impact cette commercialisation pourrait-elle avoir sur le secteur agricole, particulièrement en crise chez nous?

C'est vrai que, lorsque vous avez déjà fait quelques interviews par rapport au secteur agricole et ce dont nous avons discuté au budget ou quand on vous a interpellé sur ce secteur, une des bouffées d'air et un des objectifs, c'est aussi de favoriser l'exportation, parce que cela nous permettra évidemment de valoriser nos produits dans d'autres pays. Cette mission en Chine me para t indispensable.

Je souligne aussi le fait, Monsieur le Ministre, qu'il me serait revenu que, par rapport au bien-être animal et aux exportations, il y aurait eu un certain frein de certains organismes. Je voulais savoir si vous aviez eu les mêmes échos que moi par rapport au bien-être animal. Je vous écouterai attentivement sur ce dossier.

Je vous remercie.

La réponse du Ministre Borsus :

La mission économique belge de novembre 2019 en Chine a ouvert à cet égard diverses perspectives, à la fois pour les produits alimentaires et les produits agricoles belges.

On rappellera ainsi le succès conséquent du séminaire organisé par WagrAlim, la future affectation en poste d'un attaché de l'AFSCA en Chine, qui sera opérationnel au printemps à l'ambassade belge en Chine, et de l'intérêt de la disponibilité portée par le nouvel ambassadeur du pays qui s'est intéressé chez nous à la réalité de notre secteur, ainsi qu'aux formations agricoles dispensées en Province de Namur. À cet égard, je dois vous indiquer que, lors de plusieurs de nos entretiens ministériels avec les responsables ministériels au plus haut niveau en Chine, entretiens menés avec notamment le vice-Premier ministre, le ministre des Douanes, le ministre de l'Agriculture, entretiens menés avec notre ministre belge des Affaires étrangères, M. Reynders à l'époque, et d'autres interlocuteurs, le dossier de la viande bovine a été, à plusieurs reprises, évoqué en même temps que d'autres dossiers. À plusieurs reprises, et de façon répétée, les autorités chinoises nous ont indiqué que des progrès allaient être réalisés en ce qui concerne l'ouverture du marché chinois à nos productions de viande bovine.

Dans la foulée, des entretiens ont encore eu lieu, en ce qui me concerne, avec l'ambassade de Chine en Belgique, mais aussi, j'ai eu l'occasion, lors de ma visite à l'AWEx la semaine dernière, de refaire le point, notamment avec l'équipe concernée à l'AWEx, concernée par le marché chinois, singulièrement les équipes qui sont dirigées par M. Kempeneers.

Je retournerai en Chine dans les toutes prochaines semaines dans le but de poursuivre les contacts et opérationnaliser, je l'espère, l'ouverture du marché chinois à notre production de viande bovine.

Le dossier de la viande de porc ou de la viande de volaille étant des dossiers qui eux-mêmes sont soumis à des contraintes spécifiques, notamment en ce qui concerne la viande de porc, à la présence du caractère indemne de PPA de notre territoire.

En ce qui concerne le marché chinois, on a aussi des valorisations de parties de notre production de viande bovine, qui sont des parties spécifiques, qui permettent alors de dégager aussi une valeur ajoutée en ce qui concerne notre production.

D'autre part, on le sait, les liaisons ferroviaires, mais aériennes, la présence de la plateforme et du hub Alibaba à Liège, ouvrent des perspectives qui sont très significatives. Vous avez probablement vu hier le volume des colis qui sont transportés par ce double vecteur aérien, et surtout ferroviaire à ce stade. On a une multiplication par mille en l'espace d'un an.

Notre objectif avec WagrAlim, avec les différentes organisations, avec le secteur agricole, est de pouvoir profiter à la fois de cette présence et de nos relations avec la Chine pour pouvoir exporter un certain nombre de nos produits, bien sûr de la viande bovine, mais aussi des fruits et d'autres productions, qu'elles soient d'ailleurs agricoles, mais pas exclusivement agricoles.

À ce stade, en tout cas jusqu'en 2018 inclus, la Wallonie n'a pas d'exportation à référencer dans les produits ou dans les découpes de viande bovine, qu'elle soit réfrigérée, fraîche ou congelée, ni dans les produits de reproduction, dont le sperme de bovin.

En restant focalisé sur la Chine et sans rentrer dans le détail, on mentionnera dans les autres perspectives possibles que nous avons déjà d'autres flux, dans le domaine de la vente de chevaux, de poudre de lait, des pois de consommation, je les ai vus dans les supermarchés, sous réserve qu'il est toujours mal aisé de sérier évidemment ce qui provient très précisément de Wallonie, de Flandre, etcetera. On exporte également du beurre, du lactosérum, de l'inuline, de l'huile de lin et, plus récemment, des fibres de pois et d'autres protéines.

En ce qui concerne les éléments d'impact, il est évidemment trop tôt pour le dire, mais dans la crise ou face à la crise que connaît le secteur de la viande bovine, il y a différents éléments de réponse qui sont à la fois la valorisation chez nous, la réactivation des abattoirs et des intermédiaires sur le marché belge, les différentes mesures réglementaires d'étiquetage, de contrôle de l'abattage, de la valorisation de la concertation cha ne et du resserrement de la concertation cha ne, de la transparence sur la rémunération de chacun des maillons de la cha ne, et il y a l'exportation. Pour l'exportation, pays par pays, nous avons un tableau de bord des efforts, des contacts, de l'état des inspections, de l'état des différentes visites réalisées dans les pays concernés. Notre but est de pouvoir ouvrir un, si possible plusieurs marchés qui sont des marchés rapidement structurants.

Je rappelle que, dans la foulée de la visite, par exemple, du président Macron en Chine il y a quelques semaines, un accord a été obtenu au bénéfice de la France pour l'ouverture du marché. L'objectif est simple : c'est que nous puissions également proposer nos produits, dont vous connaissez la qualité et en même temps tous les éléments de traçabilité, de garanties sanitaires, et cetera, que nous puissions également proposer nos produits à l'international.

Le dossier du bien-être animal et du transport des animaux est un autre dossier. J'ai un raisonnement très net par rapport à cela. Il ne faudrait pas que, derrière de fausses bonnes idées, on vienne nous créer à nous-mêmes et rien qu'à nous-mêmes, des difficultés, voire des handicaps supplémentaires. Je tiens le même raisonnement dans d'autres secteurs. Il faut bien mesurer et analyser les conséquences en cascade de toutes les décisions que nous prenons, que ce soit d'ailleurs réellement pour le bien-être animal ou que ce soit pour l'économie ou l'activité en général.